

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-africaines, à Paris le 5 octobre 2015.

Mesdames et Messieurs,

Je tenais, une fois encore, à recevoir personnellement la présidente de la Commission de l'Union africaine, Mme ZUMA. C'est la quatrième fois, depuis qu'elle a accédé à cette lourde responsabilité, que je la reçois ici, à l'Élysée. Ces consultations régulières démontrent bien le lien que la France a voulu établir avec l'Union africaine, pour apporter sa contribution à la résolution des problèmes qui peuvent toucher l'ensemble du continent. Ce qui intéresse le continent africain nous concerne tous. Lorsque des conflits s'y déroulent ou s'y propagent, il y a des risques pour l'Europe. Lorsque des guerres éclatent sur le continent africain, nous sommes également, directement impactés. C'est la raison pour laquelle nous apportons, à chaque fois que c'est possible, notre contribution au règlement de ces problèmes.

Nous voulons aussi affirmer, sur un certain nombre de situations, notre conception du droit et des principes de démocratie. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes opposés au coup d'Etat au Burkina Faso et que nous avons soutenu les autorités de transition pour qu'elles puissent reprendre la responsabilité du pays et assurer l'organisation des élections. Nous disons la même chose s'agissant de la République centrafricaine. Chacun sait qu'il y a eu des violences particulièrement graves ces derniers jours - plus de 60 morts, des centaines de blessés - et plus que jamais, il importe que la France joue son rôle, avec la MINUSCA, pour que très vite le calme puisse revenir. Mais il importe aussi que des élections puissent être organisées et, avec l'Union africaine, nous faisons tout pour que ce scrutin, le scrutin présidentiel, puisse se tenir le plus rapidement possible, d'autant que 80% des Centrafricains sont inscrits maintenant sur les listes électorales et que nous pouvons très bien, avec la mission des Nations Unies, apporter le soutien nécessaire à l'organisation de ces élections.

Nous avons aussi évoqué avec Mme ZUMA, la lutte contre le terrorisme et vous savez quelle est la participation de la France aux actions qui ont été engagées, aussi bien pour le Mali que pour lutter contre Boko Haram, où nous apportons tout notre soutien aux pays qui sont les plus concernés et qui veulent constituer une force internationale pour lutter contre ce fléau.

Mais c'est sur deux sujets que nous avons essentiellement organisé notre conversation, puisque nous avons deux grands rendez-vous : le premier, c'est celui de La Valette, à Malte donc, les 11 et 12 novembre. Cette rencontre entre l'Europe et l'Afrique, l'Afrique et l'Europe, concernera les émigrations. Nous voulons que cette réunion ne se contente pas simplement le constat, ni simplement d'évoquer la prévention de ces mouvements de population, mais élabore véritablement un plan qui permettra d'agir contre les causes-mêmes de ces phénomènes et agir à la source de ces mouvements de migration. Cela suppose de mettre en place une grande politique de développement.

Le deuxième sujet, c'est la conférence sur le climat, qui est d'ailleurs très lié à la précédente puisque que lorsqu'il y a des dérèglements climatiques, des populations migrent et des pays sont affectés dans leur développement. Donc nous devons associer pleinement l'Union africaine aux questions qui seront débattues lors de la conférence de Paris. La volonté de Mme ZUMA, avec la France, c'est d'agir et d'apporter une fois encore des solutions au continent africain. Je veux ainsi la remercier très chaleureusement pour sa présence ici à Paris.